

Evaluer pour évoluer

*Etienne de Callataj,
Chief Economist à la Banque Degroof.*



A l'heure où les élections approchent, une amorce de chronique toujours d'actualité, les électeurs consciencieux vont chercher à en savoir plus sur la qualité du travail fourni par les élus sortants. Pour les aider dans cette tâche, des médias vont inmanquablement établir des palmarès qui porteront sur le taux d'absentéisme ou le nombre de questions parlementaires posées. S'il est difficile d'imaginer qu'un parlementaire puisse faire correctement son travail s'il est systématiquement absent, être présent toutes les semaines ne suffit pas pour être un bon parlementaire, car cette présence peut cacher des siestes, une lecture intense de la presse ou un pianotage frénétique d'un Blackberry. Il en va de même avec les questions parlementaires, à propos desquelles un Président d'une des Commissions de la Chambre des Représentants s'est récemment énervé, tant leur niveau moyen est affligeant. C'est parce que la qualité du travail des élus est jugée à l'aune du nombre de questions posées que tant de questions idiotes sont posées.

Est-il mauvais de chercher à mesurer la qualité du travail fourni par un Parlementaire ? Non, bien sûr, car l'évaluation, des élus comme des politiques mises en œuvre par nos gouvernements, est indispensable, mais il faut le faire de manière intelligente, en évitant de donner de mauvaises incitations.

Si, aujourd'hui, aucun Bruxellois n'habite à plus de 400 mètres d'un arrêt de bus ou de tram, est-ce que ramener cette distance à, disons, 300 mètres serait l'objectif à se fixer ? Non, car il serait absurde de consacrer prioritairement des moyens importants pour assurer une meilleure desserte de quartiers à faible densité de population. La collectivité gagnerait à ce que ces moyens servent à améliorer les transports en commun dans les quartiers les plus peuplés. L'objectif doit être d'améliorer la qualité des transports en commun et l'outil de mesure plus fin que la distance maximale jusqu'à un arrêt. Décider que le temps d'attente maximum à un arrêt de bus ou de tram doit passer de 20 à 15 minutes souffre du même

défaut. A 7 heures du matin un dimanche, dans de nombreux endroits, un tram ou un bus tous les quarts d'heure n'aurait aucun sens.

Un autre exemple a été donné tout récemment par la réforme des services de secours, où on annonce que le délai maximum d'intervention est ramené à 13 minutes pour toute la Belgique. Ce n'est pas sage. Si l'objectif est, à l'intérieur d'une enveloppe budgétaire donnée, de sauver un maximum de vies, il faudrait tenir compte de la densité de population, quitte à sembler pénaliser les zones rurales.

L'homme politique comme le patron d'une entreprise aime fixer des objectifs aisément quantifiables, mobilisateurs en interne et attractifs pour l'extérieur. Mais, il s'agit là d'une défaite de la pensée dont les conséquences peuvent être lourdes. Une entreprise qui aurait pour objectif de faire progresser le chiffre d'affaires de x % sera tentée d'accepter des commandes non rentables. Et si le critère porte sur les bénéfices, elle sera tentée de privilégier les bénéfices à court terme, au détriment de leur pérennité. Nous avons vu où de tels critères et de telles incitations pouvaient mener dans le monde financier. La sphère politique est aussi directement concernée. Ainsi, en évaluant la politique budgétaire d'un gouvernement sur la base du déficit ou du surplus annuel, on a poussé nos gouvernants à se livrer à de coûteux tours de passe-passe comptables et on a ignoré qu'une amélioration apparente pouvait résulter d'une bonne conjoncture économique internationale. Résultat, nous sommes aujourd'hui en mauvaise posture pour répondre à la crise actuelle.

Pour avoir de bonnes politiques, il faut de bonnes évaluations. Pour avoir de bonnes évaluations, il faut avoir de bons indicateurs de performance.

Pb